
Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XVIII : Dépenses extraordinaires

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

Malgré les réductions opérées par les différents Départements ministériels à la demande du Ministre des Finances, le budget des dépenses extraordinaires atteint encore le chiffre très élevé de 3,127,693,763 francs.

La Commission du budget avait réduit ce chiffre; malheureusement une série d'amendements ont été envoyés le 1^{er} juin dernier par le Gouvernement, qui ont amené une augmentation de 145,244,637 francs.

Il est regrettable qu'au tout dernier moment, alors que la Commission du budget a presque terminé ses travaux, et alors que de tous côtés, on vise à des réductions de dépenses, le Gouvernement n'ait pas cru devoir remettre ces dépenses nouvelles à des budgets ultérieurs ou même les supprimer complètement.

Le budget des dépenses extraordinaires est démesurément élevé et il faudra

(1) Budget n° 101.

Rapport général n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et de Bue.

absolument pour l'an prochain renoncer à toute une série de dépenses qu'elle qu'en soit la nécessité. Il est absolument impossible que le Pays continue, pendant plusieurs années encore, à dépenser annuellement plus de 3 milliards au delà de son budget ordinaire, s'il ne veut aboutir à la banqueroute.

Passons à la discussion du budget en lui-même. D'abord une remarque générale, la Commission a pensé qu'il était préférable, pour ne pas grossir artificiellement le budget ordinaire, de reporter aux dépenses extraordinaires, toutes les indemnités de vie chère à payer aux fonctionnaires des différents départements. Il s'agit là, en effet, de dépenses tout à fait exceptionnelles et qui, nous l'espérons, auront complètement disparu dans le budget de 1922.

Il y a lieu de remarquer toutefois, que les indemnités de vie chère des deux régies d'État, les Chemins de fer, Postes, Télégraphes, Téléphones et Marine et le Ravitaillement ont été maintenues dans les budgets spéciaux que la Commission a dressés.

Dettes publiques.

La Commission ne vous propose naturellement aucune diminution. Les chiffres du budget représentent des dépenses absolument obligatoires.

Ministère de la Justice.

Nous avions pensé réduire certains articles, mais l'examen nous a amenés à croire qu'il s'agit ici de dépenses absolument indispensables, que l'intérêt public nécessite absolument. Cependant nous vous proposons de surseoir à la dépense de 100,000 francs prévue pour la publication des travaux de la Commission d'enquête sur les violations du droit des gens, du droit et des coutumes de la guerre (art. 5). Cette publication n'a plus guère d'utilité immédiate.

Voici quelques explications au sujet des articles visés.

ARTICLES 6, 7, 8, 9, 11. — La plupart de ces crédits sont la conséquence de réformes profondes que le département de la Justice introduit, actuellement dans le régime pénitentiaire, dans celui de la protection de l'enfance — application de la loi de 1912 — et de l'œuvre qu'il veut réaliser dans le domaine de la criminologie.

Pour ne parler que de l'enfance, l'office de la protection de l'enfance cherche à réaliser le système pavillonnaire, consistant à affecter à chaque groupe d'enfants (au maximum 20 enfants) un pavillon indépendant et isolé. Des règles précises doivent être observées, ayant pour but de trier les élèves d'après leur degré de moralité, et de confier chaque groupe à un personnel à compétences spéciales.

L'organisation ainsi conçue et comportant ce classement par catégorie, forme une œuvre d'ensemble répartie entre les diverses écoles existantes.

Les écoles de bienfaisance actuelles ayant chacune leur destination propre, il importe, pour faire face aux nécessités, que leur nombre soit augmenté.

C'est cette augmentation qui motive la demande de crédit de 2,500,000 francs.

Dans un autre domaine, la construction d'une annexe psychiatrique à la prison de St-Gilles réclame un crédit d'un million.

ARTICLES 8 et 9. — Les sommes de 350,000 et de 500,000 francs inscrites à ces articles sont immédiatement indispensables. La première est destinée au parachèvement du pavillon pour aliénés criminels à l'asile de l'État à Tournai ainsi qu'à l'acquisition de terrains dont certains ont déjà fait l'objet d'un jugement d'expropriation. La seconde somme, doit servir à rembourser au Trésor le montant des avances consenties par le Département des Finances en vue de permettre l'organisation de la Colonie-Asile d'aliénés à Reckheim. L'établissement de cette colonie, où des aliénés inoffensifs travaillent en plein air, sous un régime de semi-liberté, s'impose pour mettre fin à l'internement dans les souterrains de l'Asile de Tournai, des malheureux dont ce régime de rigueur compromet la guérison.

La Commission vous propose de rejeter les amendements augmentant les crédits des articles 8, 9bis (nouveaux), 9ter (nouveau) et 9quater (nouveau). Il s'agit de sommes dépensées avant le premier janvier 1921 et qui se rapportent à des années antérieures.

Nous sommes d'avis que le budget de 1921 ne doit point servir à l'apurement des dépenses effectuées antérieurement et en général des dépassements de crédits.

Les Départements intéressés auront à solliciter des Chambres des crédits supplémentaires aux budgets des années au cours desquelles les dépenses en question ont été effectuées.

Ministère des Affaires Étrangères.

ART. 12. — La Commission vous propose de réduire ce crédit de 600,000 francs. Il est à supposer en effet, que les indemnités prévues ne seront pas aussi importantes qu'elles ont été prévues lors de la confection du budget.

ART. 14. — Le Département demande de porter le crédit à 2,200,000 francs à l'effet de solder l'acquisition d'un hôtel à Hambourg et d'un immeuble destiné à notre ambassade à Rome.

ART. 15. — Réduire de 96,000 francs. La Commission pense que la prévision sera suffisante.

Nous vous proposons le rejet des amendements aux articles 13, 15 et 15bis (nouveaux) qui se rapportent à des dépenses n'incombant pas au budget de 1921.

Ministère de l'Intérieur.

ART. 18. — Prophylaxie de la tuberculose.

Au lendemain de l'armistice, les subsides à la Ligue nationale contre la tuberculose furent assumés par le Comité national; le jour où le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement reprit en bloc tous les services du Comité national, il continua le même subside à la Ligue nationale contre la tuberculose, et pour l'exercice 1920 un crédit de 7,500,000 francs fut inscrit au budget des dépenses extraordinaires de ce département; mais il était logique de transférer ce crédit au Ministère de l'Intérieur, qui a dans ses attributions les mesures à prendre en vue de combattre les maladies transmissibles. C'est ce que réalise le budget de 1921,

mais le crédit est resté au budget extraordinaire, alors qu'il serait mieux à sa place au budget des dépenses ordinaires.

Il est impossible de réduire en quoi que ce soit le crédit de 8,700,000 francs. Car, loin de pouvoir restreindre la lutte contre la tuberculose, il faudra l'intensifier, notamment par le développement des dispensaires et la multiplication des *sanatoria*. La lutte contre cette horrible maladie ne doit pas se borner au développement de ces établissements hospitaliers. C'est surtout la construction de nombreuses habitations à bon marché qui est seule à même d'empêcher la contagion et d'assainir complètement les quartiers ouvriers. En Angleterre cette politique a eu pour résultat une diminution énorme de la mortalité due à la tuberculose.

Ce crédit se subdivise comme suit :

1. Subsidés aux organismes qui s'occupent de la lutte contre la tuberculose : 7,500,000 francs.

Le montant des subsides alloués en 1920, à la Ligue nationale belge contre la tuberculose par le Département de l'Industrie et du Travail, s'est élevé à 5,720,000 francs.

Depuis le début de l'exercice en cours, un subside mensuel de 560,000 francs est accordé par ce département.

Le surplus du crédit sera consacré à subsidier d'autres œuvres antituberculeuses et à encourager la propagande.

2. Dépenses relatives à l'organisation de sanatoria.

A l'heure actuelle, le département administre, outre les deux sanatoria de Job et de Chanay en France, le sanatorium annexé à l'Hôpital Saint-Idesbald, à Houthem. Des travaux sont actuellement en cours pour améliorer et développer ce sanatorium et y créer une section pour tuberculeux chirurgicaux.

ART. 19. — Cet article a un double objet :

1) La prophylaxie des maladies vénériennes.

Le Gouvernement a entrepris une lutte énergique contre l'endémie vénérienne ; le mal est si grave qu'il réclame une action méthodique et continue pendant plusieurs années.

Pour se rendre compte de l'importance des sacrifices consentis par l'État, il suffira d'indiquer que les dépenses effectuées en 1920 pour la prophylaxie antivénérienne se sont élevées à 2,200,000 francs et que les imputations déjà faites sur l'article 19 du budget atteignent pour les quatre premiers mois de l'exercice en cours la somme de 600,000 francs.

2) Le service et l'organisation sanitaires dans les régions dévastées.

La restauration des régions dévastées n'est pas assez avancée pour qu'il soit possible de renoncer à l'intervention directe de l'État dans l'organisation des services sanitaire et hospitalier ou de les réduire dès à présent.

Cet article se subdivise comme suit :

Service et organisation sanitaire dans les régions dévastées : Hôpital Saint-Idesbald, à Houthem, et Maternité dont la gestion a été reprise par le département de l'Intérieur à partir des mois de mai et de juin 1920, au moment de la liquidation de la Croix Rouge Américaine : 600,000 francs.

Prophylaxie des maladies vénériennes : 2,200,000 francs. Ce chiffre correspond

à celui dépensé en 1920 en médicaments spécifiques, en honoraires aux médecins des cliniques agréés et en subsides aux organismes qui s'occupent de la prophylaxie antivénérienne.

Les crédits dont il s'agit sont la reproduction de ceux portés à l'article 51 du budget des dépenses extraordinaires de 1920, sauf le crédit de 7,500,000 francs, concernant la tuberculose, qui a été transféré du budget de l'Industrie et du Travail à celui de l'Intérieur.

Le Gouvernement demande d'augmenter ce crédit de 64,225 francs pour dépenses des exercices 1919 et antérieurs : nous repoussons cette dépense pour les motifs déjà développés.

Ministère des Sciences et des Arts.

Nous proposons le rejet des articles 19^{bis} (nouveau), 19^{ter} (nouveau) et 19^t (nouveau). Il s'agit de dépenses effectuées en 1920 et pendant les années antérieures.

Ministère de l'Agriculture.

Nous admettons les suppléments de crédits demandés.

Art. 20^{bis} (nouveau). — Construction d'une maison école et d'une maison d'habitation pour le directeur de l'institut d'Osseghem. Il faut pouvoir loger les élèves de seconde année et il est indispensable que le directeur loge à l'établissement.

Art. 21 — Boisement de terrains domaniaux. Les travaux indispensables nécessitent l'augmentation de 100 000 francs demandée.

Art. 20. — Institut agronomique de l'État à Gand. Achat de terrains et aménagement de locaux, 745,000 francs

Une propriété de 61 hectares a été acquise l'an dernier à Melle, afin de pouvoir doter l'Institut agronomique de l'État à Gand, d'une ferme modèle. Un crédit de 1,400,000 francs avait été voté ; la moitié seulement de ce crédit a pu être utilisé en 1920. La somme de 745,000 francs prévue à l'article 20 constitue le reliquat qui a dû être reporté sur le budget de cette année pour permettre l'aménagement de la ferme et sa mise en exploitation : achat d'animaux, d'instruments agricoles, d'engrais, etc.

L'Institut agronomique de Gand a été créé en exécution de la loi du 15 novembre 1919. Une exploitation agricole modèle complètement équipée est indispensable pour permettre les exercices d'application de l'enseignement. Autant vaudrait supprimer l'institut que de ne pas lui donner les moyens de remplir convenablement sa mission.

Pour l'installation des auditoires et des laboratoires à Gand, le Département a agi avec la plus grande économie, il s'est contenté d'approprier des locaux qui lui ont été loués dans des conditions très avantageuses.

Ministère des Travaux Publics.

Art. 22. — Le crédit est réduit de 5 millions. La somme de 35,000,000 francs

sera suffisante à notre avis. L'amendement présenté est rejeté comme se rapportant à des dépenses effectuées avant 1921.

ART. 23. — *Hôtel du Gouvernement provincial à Bruges. — Achèvement.*
Crédit proposé : 850,000 francs.

Une somme de 100,000 francs doit être maintenue pour les sculptures et autres travaux de l'aile nord pour lesquels des engagements sont pris.

Pour la superstructure de l'aile nord, l'entreprise serait à cheval sur les deux exercices 1920 et 1921 si la Cour des Comptes, ainsi qu'il se pourrait, ne suivait pas le Département dans sa décision de considérer cette entreprise comme soumise au régime à forfait.

Il y aurait lieu, dans ce cas, de réserver une somme de 750,000 francs pour l'exercice courant puisque l'entreprise serait alors à bordereau de prix et que la dépense incomberait en ce cas audit exercice.

En ce qui concerne les autres travaux de parachèvement de l'aile nord et de l'aile sud, ainsi que de construction du nouvel hôtel pour le Gouverneur, il n'y a pas d'inconvénient à les postposer.

ART. 24. — *Hôtel du Gouvernement provincial du Brabant. — Amélioration et extension des installations provinciales vers la rue du Lombard.*

Une somme de 50,000 francs doit être maintenue pour satisfaire aux engagements. On pourra renoncer, pour cette année, aux autres travaux.

L'amendement est rejeté. Il a pour objet le paiement de dépenses effectives en 1920.

ART. 25. — *Bâtiments de l'État. — Protection contre l'incendie. — Frais de commission.*

Il y a lieu de tenir compte du caractère indispensable des travaux. Faute de prendre les mesures voulues pour mettre divers bâtiments à l'abri des dangers d'incendie, on court le risque de sinistres entraînant des conséquences extrêmement onéreuses.

Toutefois, en rangeant ces travaux par ordre d'urgence, et en vue de réduire le budget, le crédit de 500,000 francs pourra être ramené à 250,000 francs.

ART. 26. — *Palais du Cinquantenaire. — Musées royaux des arts décoratifs et industriels.*

Une somme de 220,000 francs est nécessaire pour faire face aux engagements pris.

Le surplus du crédit pourra être supprimé si l'on postpose les travaux dont il s'agit dans la proposition d'amendement.

Il s'agit en effet de dépenses pour l'installation du musée de l'armée. Ce n'est pas à un travail urgent.

ART. 27. — *Mont des Arts. — Agrandissement et dégagement des Musées royaux de peinture et de sculpture.*

Ce crédit doit être maintenu, car des engagements lient le Département.

L'amendement se rapporte à des dépenses des années antérieures. Rejeté.

ART. 28. — *Aménagement des cours devant et derrière le Palais de la Nation : grille, etc.* — Crédit : 1,400,000 francs.

Les travaux sont terminés.

ART. 29. — *Palais de Justice de Gand. — Appropriation et transformation* — Crédit demandé : 150,000 francs.

Le crédit sollicité pourra être supprimé cette année.

ART. 30. — *Hôtel du Gouvernement provincial à Anvers. — Agrandissement.*

On pourra surseoir à l'exécution des travaux, mais une somme de 25,000 francs doit être maintenue pour faire face à un engagement.

ART. 31. — *Hôtel de Gouvernement provincial à Hasselt.*

Les travaux pourront être remis à plus tard. Le crédit demandé pour 1921 peut donc être supprimé.

ART. 32. — *Hôtel de Gouvernement provincial à Arlon. — Reconstruction partielle agrandissement et amélioration.*

Les travaux sont demandés avec insistance par le Gouverneur et ne peuvent être retardés davantage. Il s'agit, notamment de reconstruire toute une partie du bâtiment qui a été incendié et dont est privé depuis l'armistice le Gouvernement provincial. Cependant, un nouveau projet élaboré avec le souci de réduire la dépense au strict minimum permet de ramener le crédit de 500,000 à 350,000 francs.

ART. 33. — *Hôtel du Gouvernement provincial à Gand. — Agrandissement.*

ART. 34. — *Palais des Princes Evêques de Liège, etc.*

Ces deux crédits peuvent être supprimés. Les travaux d'agrandissement prévus ne seront entamés qu'en 1922.

ART. 35. — *Casernement des gendarmeries, etc.*

L'avancement de la saison ne permettra pas au service de fournir les projets pour la construction des casernes des cinq forces mobiles de Mons, Gand, Anvers, Namur et Liège. Dès lors, on pourra se borner à la mise en train des travaux de construction des deux forces mobiles de Mons et de Gand ainsi qu'à l'acquisition de terrains pour les autres.

L'amendement est rejeté Dépenses antérieures à 1921.

ART. 36. — *Canaux et rivières, etc.*

La somme de 30,000,000 de francs sera nécessaire pour faire face tant aux dépenses de travaux en cours approuvés avant la guerre qu'à celles résultant des travaux nouveaux présentant un caractère d'absolue nécessité tels, par exemple, le endiguements de la Meuse dans la région de Seraing, l'extension des installations

du port d'Anvers, la reprise des travaux d'amélioration du canal de Charléroi à Bruxelles, adjugés avant la guerre, etc.

L'amendement n'est pas admis. La dépense de 140,000 est destinée à solder des dépenses des années 1920 et antérieures.

ART. 37. — *Ports et côtes, etc.*

La somme de 10 millions inscrite à cet article est nécessaire au paiement des premières dépenses à effectuer en vue de la construction d'un port de pêche à Ostende, de la construction de jetées, d'épis et de revêtements destinés à enrayer l'amaigrissement des parties de dunes menacées de disparition.

ART. 39. — *Construction du Palais des Arts, à Bruxelles.*

Ce crédit peut être réduit à 750,000 francs.

ART. 40. — *Canaux brabançons, etc.*

Les expropriations autorisées par l'article 14 du titre 1^{er} de la loi du 16 août 1920 contenant le budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1920 sont poursuivies très activement et la somme prévue au projet de budget est déjà fortement engagée.

ARTICLES 41 à 56. — *Travaux projetés en vue de parer au chômage résultant de la crise industrielle.*

Les sommes portées aux articles 41 à 56 sont nécessaires au paiement de travaux projetés en vue de parer au chômage résultant de la crise industrielle. Elles doivent être maintenues; les supprimer serait d'ailleurs imposer à la Nation une nouvelle charge supplémentaire pour secours-chômage.

Certains crédits sont du reste déjà engagés dans une notable mesure.

Toutefois les articles 48, 49, 51 et 52 pourraient être réduits respectivement à 30,000 francs, 500,000 francs, 1 million, 1 million.

ART. 57. — *Endiguement de la Dendre.*

Ce crédit peut être supprimé.

ART. 40^{ter} (nouveau). — *Rejeté. Dépenses antérieures.*

ARTICLES 40⁴ et 40⁵ (nouveau). — Ces dépenses ne paraissent pas d'une absolue urgence.

Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Les dépenses extraordinaires du Ravitaillement ont été extraites du budget et inscrites à un budget spécial avec les dépenses ordinaires de cette Régie.

Les crédits demandés pour l'Industrie et le Travail se rapportent aux œuvres de secours et d'assistance. Il est, en ce moment surtout, impossible d'y opérer la moindre réduction.

Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Ces dépenses sont portées au budget spécial de la régie.

Ministère de la Défense Nationale.

Ce budget s'élève à l'extraordinaire à la somme énorme de 353,829,040 francs. Votre Commission y a apporté des réductions importantes. Certains membres étaient même d'avis d'aller beaucoup plus loin, de pareilles dépenses leur paraissent en ce moment tout à fait hors de proportion avec les possibilités du Pays. Il convient toutefois de faire observer que, sur la somme prévue, le subsidé au fonds des combattants s'élève à 150,000,000 francs, l'Aide à la restauration du foyer du militaire démobilisé à 15,150,000 francs, et le service des sépultures militaires à 6,200,000 francs, ce qui, en fait, réduit les dépenses nécessitées par la Défense Nationale à 182,479,040 francs.

Beaucoup de crédits demandés sont destinés à de nouveaux armements ou des agrandissements, à l'installation de nouveaux camps et autres dépenses de même espèce.

La Commission eût désiré que le Ministre de la Défense Nationale nous démontra l'utilité absolue des crédits en nous exposant quelle sera l'organisation défensive du Pays. Nous espérons qu'il aura soin de le faire lors de la discussion du budget, afin de renseigner utilement la Chambre.

ART. 76. — Installation de casernements dans la Flandre orientale, notamment à Gand et à Audenarde. Ce crédit est ramené à 1,500,000 francs, somme indispensable spécialement pour l'érection à Gand d'une caserne pour le corps des transports de la 1^{re} D. A. Cet organisme s'est développé au cours de la guerre et est logé depuis l'armistice dans des baraquements et des installations louées qui ne peuvent continuer à servir à cet usage. Aucun autre casernement de Gand ne pourra lui être attribué, même lors de la réorganisation projetée de l'armée sur le pied de paix.

ART. 77. — Agrandissement et installation de casernements dans la Flandre occidentale, notamment à Bruges, Ostende et Houthulst. Ce crédit est ramené à 1,000,000 de francs, somme nécessaire notamment pour l'érection d'un manège à Bruges où l'importance des troupes montées a augmenté, et pour l'achèvement de la caserne d'infanterie d'Ostende non terminée en 1914.

ART. 78. — Agrandissement des casernements dans la province d'Anvers, notamment à Lierre et à Malines. Crédit ramené à 500,000 francs. Cette somme est indispensable notamment pour l'érection d'un manège et pour des travaux divers à Lierre où des troupes montées ont été installées depuis l'armistice.

ART. 79. — Aménagement d'un casernement pour les marins et torpilleurs. Cet article est porté par voie d'amendement à 900,000 francs. L'augmentation de 400,000 francs est justifiée par l'impossibilité dans laquelle on s'est trouvé d'engager en 1920 certaines dépenses qui auraient pu être mises à charge du

crédit de 1,000,000 de francs prévu aux dépenses extraordinaires de 1920, lequel crédit a laissé un reliquat de 900,000 francs.

ART. 80. — Constructions diverses à résulter de la nouvelle organisation dans la province de Limbourg, et notamment construction d'une caserne d'artillerie à Hasselt et agrandissement de la caserne de cavalerie de Saint-Trond. Crédit ramené à 1,000,000 de francs. Cette somme est indispensable spécialement pour agrandir la caserne de Saint-Trond où doit être logé le régiment de cavalerie au complet installé définitivement en cette ville depuis l'armistice. Une notable partie du régiment est actuellement dans des bâtiments baraqués ou loués qui ne peuvent continuer à être utilisés.

ART. 81. — Constructions diverses à résulter de la nouvelle organisation dans la province de Liège, notamment à Liège et à Verviers. Crédit ramené à 1,000,000 de francs, somme indispensable particulièrement pour le casernement à ériger pour le corps des transports de la 3^e D. A. (mêmes raisons que pour l'article 76).

ART. 82. — Grosses appropriations pour les écoles des pupilles. Crédit ramené à 1,500,000 francs, somme indispensable vu le développement des écoles des pupilles, spécialement à Bouillon, Namur, Marneffe (Huy) et Saffraenberg (St-Trond). Une notable partie du crédit est justifiée par les installations de chauffage central à aménager dans les deux premières écoles précitées.

ART. 83. — Agrandissements et créations de nouveaux casernements à Arlon. Ce crédit est ramené à 500,000 francs, somme nécessaire à l'effet d'agrandir la caserne d'infanterie d'Arlon qui doit servir pour un régiment au complet alors qu'elle ne logeait avant la guerre que 2 bataillons.

ART. 84. — Installation de casernements dans la province de Namur et notamment pour le génie et la cavalerie à Namur. Crédit ramené à 500,000 francs. Le crédit maintenu est justifié spécialement pour les besoins du corps des transports de la 4^e D. A. (voir art. 76 et 81).

ART. 85. — Agrandissements et créations de casernements dans la province de Hainaut et particulièrement à Tournai, Mons et Charleroi; installation d'une distribution d'eau à Casteau. Crédit ramené à 500,000 francs. Cette somme est nécessaire en vue de supprimer l'importance des baraquements affectés nécessairement au logement de troupes.

ART. 87. — Construction de lavoirs et de cuisines au camp de Beverloo. Le crédit peut être ramené à 1 million.

ART. 92. — Construction de casernements sur des terrains à fournir par des villes avec lesquelles des conventions ont été passées ou sont en voie de négociation : Saint-Nicolas, Alost, Soignies, Ath, Spa, Louvain (entreprises partielles). Ce crédit est ramené à 2,000,000. Somme indispensable pour entamer l'érection de la caserne de cavalerie à Spa, justifiée notamment par des raisons stratégiques.

Les troupes y sont actuellement logées dans des baraquements et bâtiments divers mis à la disposition de l'armée par l'administration communale.

La Commission désirerait savoir quel sera le coût total de cette caserne.

Art. 93. — Construction et aménagement de dépôts et de parcs divisionnaires, ainsi que de dépôts et de parcs annexes, notamment dans les régions de Gand, Liège, Namur, Mons et Bruxelles, 7,000,000. Le maintien de ce crédit est indispensable pour assurer la mobilisation et conserver en bon état le matériel de l'armée. Le nombre et l'importance des butins, armes, charroi, etc., à remiser de la sorte a notablement augmenté depuis la guerre. L'amendement est rejeté parce qu'il s'agit de paiements de travaux effectués au delà des crédits de 1920.

Art. 93. — Le crédit peut être réduit à 1 million.

Art. 98. — Acquisition, appropriation ou construction d'immeubles pour bureaux et mess de garnison, y compris l'aménagement en gros mobilier et matériel, 1,000,000.

Crédit à maintenir : il est nécessaire spécialement pour la constitution ou l'amélioration de divers mess de garnison, notamment à St-Nicolas, Tournai, Malines et Anvers.

Art. 99. — Acquisitions des terrains nécessaires pour le maintien et l'usage d'ouvrages défensifs allemands, travaux destinés à leur entretien, à leur emploi et à leur garde. Crédit ramené à 1,000,000 francs. Parmi les ouvrages (abris bétonnés) construits par l'ennemi, il en est un grand nombre qui peuvent concourir à la défense du territoire; il est donc indispensable de les conserver et par conséquent d'acheter les terrains d'assiette.

Art. 101. — Acquisition de terrains et constructions des bâtiments nécessaires à l'établissement d'un nouveau camp d'artillerie et d'un nouveau camp d'infanterie. Crédit ramené à 5,000,000 francs. Le maintien de cette somme au Budget résulte de la nécessité d'un nouveau camp, de l'importance de celui de Beverloo, à créer nécessairement en présence de la réduction du temps de service.

Art. 107. — Crédit réduit à 250,000 francs.

Art. 107^{bis}. — Rejeté. Dépassements d'un crédit de 1920.

Art 111 et 112. — Supprimés.

Art. 119. — Le crédit peut être réduit à 20,000 francs. Il n'y a pas à prévoir de nouvelles constructions.

Art. 126. — Edification de dépôts de munitions dans les bases. Cette dépense est absolument nécessaire. Les approvisionnements en munitions souffrent du manque de locaux; Certaines munitions sont exposées en plein air depuis l'armistice, au point qu'il a fallu les revoir cette année, en déclasser un

certain nombre et en réfectionner une grande quantité, d'où coût en main-d'œuvre et matière.

D'autre part, pour les locaux abritant des munitions, le stockage y est fait sans tenir compte des conditions de sécurité; il y a là une situation à laquelle il est indispensable de mettre fin au plus tôt.

Avant la guerre, nous n'avions qu'un approvisionnement intime, comparativement à celui que nous possédons actuellement; ce dernier est déterminé par le nombre de bouches à feu (beaucoup plus grand qu'en 1914) et par la dotation par bouche à feu (beaucoup plus considérable qu'avant la guerre). Dans la situation présente, la réfection de certaines munitions est arrêtée faute de locaux pour les stocker après réfection. Nos approvisionnements sont pour certaines bouches à feu au-dessous du minimum exigé, faute de locaux pour les entreposer.

La Commission propose de réduire le crédit à 5 millions de francs.

Toutefois le Ministre dépose un amendement augmentant le crédit de 2 millions 600,000 francs pour continuer l'édification d'un dépôt de munitions à la forêt d'Houthulst.

ART. 129. — Doublement de la ligne Anor-Chimay-Mariembourg (achat du terrain et réfection de l'assiette de la ligne) 500,000 francs. Il n'est pas possible de supprimer ce crédit, car il répond à l'exécution d'un accord avec la France.

ART. 132. — Construction de rampes d'embarquement 1,054,000 francs. Le crédit demandé a un caractère de grande urgence; il intéresse la mobilisation de l'armée.

ART. 127. — Construction de casernement pour les troupes des aérodromes de Releghem, Bisseghem et Nivelles; achat ou location provisoires des terrains des aérodromes; aménagement des terrains d'atterrissage; constructions pour installations techniques: 8,400,000 francs. Ce crédit est indispensable à l'aménagement des aérodromes militaires qu'il faut considérer comme de première urgence.

ART. 140. — Fonderie Royale de Canons. Une réduction de 8,800,000 francs ramène ce crédit à 3,380,000 francs.

ART. 135. — Réduction à 800,000 francs par suite de la réduction des prix.

ART. 136. — Même motif, réduction à 900,000 francs.

ART. 139. — Réduction à 100,000 francs.

ART. 141. — Augmentation de 2 millions (achat de masques).

ART. 142. — Augmentation de 1,730,000 francs pour compléter l'armement de l'infanterie — dépense du budget de 1920 non engagée.

ART. 143. — Ateliers de fabrications. Ce crédit est réduit à 9 millions.

ART. 143. — Corps de troupes de transmission (bataillons de télégraphistes, de projecteurs et de télégraphie sans fil). Réduction à 4,000,000 de francs.

ART. 146. — Bataillon de chemin de fer. Réduit à 400,000 francs.

ART. 148. — Aéronautique militaire, 7,000,000 de francs. Le complètement et la réfection de l'outillage de l'aéronautique militaire doivent être considérés comme de première urgence.

ART. 149. — Traitements et indemnités du personnel civil temporaire (de l'Administration centrale), 4.394,300 francs. Aucune diminution ne peut être faite sur ce crédit, celui-ci répondant à peine aux besoins. Les nécessités du service exigent la présence d'employés temporaires qui ne pourront disparaître qu'au fur et à mesure de la liquidation des arriérés de guerre. Amendement rejeté : dépenses de 1920.

ART. 151, 151bis, 153, 157 et 157bis. Même décision pour le même motif.

ART. 152. — Ces traitements, salaires et indemnités figurent, comme l'an dernier, au budget extraordinaire, parce qu'ils constituent des dépenses dérivant de la guerre; ils se rapportent, en effet, à la remise en état de l'armement, du charroi, du harnachement et de l'outillage de l'armée.

ART. 157. — Dépenses des commissions de récupération. Cet article est supprimé du budget extraordinaire et transféré au budget des dépenses recouvrables.

ART. 160. — Le crédit prévu est destiné à payer aux démobilisés, pour les aider dans la restauration de leurs foyers, un subside variable dont le montant sera, aux termes de l'article 6 de la loi du 23 août 1920, déduit de la dotation à liquider à charge du « Fonds des Combattants » qui fait l'objet de l'article 162.

Du chef de la Reconstitution du Foyer, il revient à 409,271 intéressés des indemnités dont le total s'élève à 74,353,048, — ce qui donne en moyenne environ 685 francs par bénéficiaire. Cette dépense est couverte par :

1° Le crédit accordé par l'article 249 du Budget extraordinaire de 1920	50,000,000
2° Le crédit inscrit à l'article 160 du projet du budget extraordinaire pour 1921	13,000,000
3° Un amendement déposé au dit article 160 (transfert de l'article 162).	9,400,000
	fr. 74,400,000

ART. 161. — Diminution de 3 millions. Le solde du crédit suffira aux liquidations à effectuer cette année.

ART. 162. — Le crédit de 150,000,000, inscrit à cet article est ramené à 140,600,000.

Il doit servir au paiement de la dotation prévue par la loi du 23 août 1920.

On compte 365,000 démobilisés; la moyenne de la dotation s'élevant à plus de 2,000 francs, il faut prévoir une dépense totale qui atteindra de 700 à 800 millions de francs (sauf les déductions à opérer par application de l'article 6 de la loi). Pour l'année 1921, on liquidera environ 1/5 à chaque intéressé. Les

plus nécessaires pourront obtenir toutefois jusque 80 p. c. ; par contre on invitera les moins nécessaires à différer cette liquidation.

Le crédit sollicité tient compte de ces divers facteurs.

Par contre l'article 160 est augmenté de la somme de 9,400,000 francs, import de la réduction opérée à l'article 162. Ce n'est qu'un transfert.

Les articles 157 à 162 furent inscrite au budget sous la rubrique : « Dépenses diverses et dépenses imprévues ». La Commission propose de remplacer ces mots par les suivants : « Dépenses résultant de la guerre ».

Ministère des Finances.

ART. 163. — Acquisition, aménagement, construction et ameublement de locaux pour le service de la conservation des hypothèques et autres services du Département des Finances.

Les bureaux des grands centres ont pris, depuis l'armistice, une importance considérable due à la multiplication des transactions et aux nouvelles lois d'impôts. De là, la nécessité de diviser le nombre de ces bureaux et, tant pour la facilité du public que dans un intérêt du service, de les grouper dans un même local.

Dans cet ordre d'idées l'État a acquis, en 1921, un immeuble à Bruges pour. fr. 54,000
et un autre à Charleroi pour 105,000

Il prévoit l'achat de bâtiments, dans le courant de l'année, à Gand et à Liège, dont le coût est de 400,000
Total. . . fr. 559,000

Il faut y ajouter les frais d'aménagement.

D'autre part, des frais importants de restauration sont prévus pour les locaux des conservations des hypothèques de Tongres, de Liège et d'Arlon.

ART. 165. — L'amendement est rejeté en ce qu'il augmente le crédit de 285,000 francs pour des dépenses afférentes aux années 1920 et antérieures.

ART. 166. — Construction et acquisition de maisons pour les agents de la douanes aux frontières, etc.

Le projet de construction d'habitations douanières à la frontière étant ajourné, on réduit le crédit à 1,500,000 francs.

Article 168. Avance métropolitaine extraordinaire pour les dépenses coloniales, etc.

Le crédit de 15,000,000 de francs correspond à la politique d'intervention financière de la Belgique dans l'intérêt de la mise en valeur de la Colonie.

Elle a été réduite au minimum comme charge pour la Belgique.

La nécessité budgétaire de l'intervention n'est pas douteuse.

En douze ans, c'est par 102 millions de francs que se chiffrent les insuffisances correspondant aux dépenses ordinaires; cette situation déficitaire

s'accentuera dans l'avenir, si l'on ne crée pas au Trésor des possibilités de ressources en développant les moyens économiques.

Le budget des dépenses extraordinaires du Ministère des Finances a donc prévu au tableau XVII, art. 168, une première annuité de 13,000,000 de francs au profit de la Colonie. Un projet de loi a été déposé autorisant la Colonie à exécuter des travaux publics sur ressources extraordinaires.

Pour l'exécution de ce projet, des ressources à concurrence de 650 millions de francs sont jugées nécessaires.

Le projet de budget de la Colonie pour 1921 comporte une recette extraordinaire de la subvention annuelle de 15,000,000 de francs et une dépense correspondante.

Un versement de même import est prévu pendant dix ans.

Un compte sera ouvert au Trésor belge pour les avances récupérables qu'il consentira à la Colonie.

ART. 171. — *Subside à la Société Nationale des habitations et logements à bon marché pour l'aider à couvrir ses frais d'administration.*

Votre Commission vous propose de ramener ce crédit à 500,000 francs

ART. 174. — Au cours de la période de guerre, le Banc d'Épreuves des armes à feu établi à Liège a fait face à ses charges :

1° En absorbant le solde créditeur de son compte courant en banque, auquel figuraient notamment l'excédent des recettes de 1914 et les cautionnements des fabricants d'armes;

2° En obtenant des avances de son banquier, pour effectuer les paiements indispensables;

3° En laissant impayées les créances moins pressantes telles que : contributions, assurances, intérêts des cautionnements des fabricants d'armes, etc.

Pendant les années 1915 à 1918 la fabrication des armes ayant été prohibée, les recettes d'épreuves ont été nulles et les comptes se sont clôturés, pour la première fois depuis la fondation du Banc, par un déficit total de fr. 484,675.51, dont fr. 160,151.66 ont été amortis au moyen d'une allocation de ce montant reçue du Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, ce qui laisse le Banc d'Épreuves en présence d'un solde déficitaire de 324,523 francs.

Il est urgent de mettre fin à la situation difficile de cet établissement d'utilité publique, situation qui fait peser tout le poids de ses dépenses sur la seule génération actuelle des fabricants d'armes, c'est-à-dire sur ceux qui ont été atteints directement et personnellement par l'invasion et l'occupation.

ARTICLES 177, 178 et 179 (nouveaux). — Rejetés par la Commission comme devant couvrir des dépenses antérieures à 1921.

Le Rapporteur,

MAX HALLET.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel XVIII : Buitengewone uitgaven.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

Niettegenstaande de besnoeiingen, door de verschillende Departementen gedaan, op aanvraag van den Minister van Financiën bedraagt de begrooting der buitengewone uitgaven nog de zeer hoge som van 5,127 miljoen 695,765 frank.

De Begrootingscommissie had dit cijfer verminderd; ongelukkig werden, op 1 Juni laatstleden, door de Regeering een reeks amendementen ingezonden, hetgeen een vermeerdering van 145 miljoen 244,637 frank heeft medegebracht.

Het valt te betreuren dat, op het allerlaatste oogenblik, toen de Begrootingscommissie hare werkzaamheden bijna af had, en terwijl van alle kanten op inkrumping der uitgaven aangedrongen wordt, de Regeering die nieuwe uitgaven niet heeft verschoven naar latere begrootingen of zelfs ze niet eenvoudig heeft afgeschaft.

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : de heeren Mechelyneck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

De begrooting der buitengewone uitgaven is overdreven hoog en voor toekomstige jaar zal volstrekt moeten afgezien worden van een heele reeks uitgaven, hoe noodzakelijk ze ook mogen wezen. Wil het land aan het bankroet ontsnappen, dan is het volstrekt onmogelijk dat het, verschillende jaren lang nog, jaarlijks meer dan 3 milliard buiten zijne gewone begrooting gaat uitgeven.

Laten wij nu overgaan tot de behandeling van de eigenlijke begrooting. Om te beginnen, een opmerking van algemeen aard : de Commissie was van oordeel dat het verkieslijk was, ten einde de gewone begrooting niet kunstmatig aan te dikken, naar de buitengewone uitgaven over te brengen alle duurtetoeslagen aan de ambtenaren der verschillende Departementen. Het geldt hier immers geheel uitzonderlijke uitgaven, welke, naar wij hopen, uit de begrooting van 1922 geheel zullen verdwenen zijn.

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat de duurtetorslag voor de beide Staatsbedrijven, Spoorwegen, Posterijen, Telegraaf, Telefoon en Zeewezen en Bevoorrading, gehandhaafd zijn op de bijzondere begrootingen, welke de Commissie heeft opgemaakt.

Staatsschuld.

De Commissie stelt hier natuurlijk geen vermindering voor.

De cijfers der begrooting gelden als volstrekt noodzakelijke uitgaven.

Ministerie van Justitie.

Wij hadden gemeend sommige artikelen in te krimpen, doch bij nader onderzoek is gebleken dat het hier volstrekt onvermijdbare uitgaven geldt, welke het openbaar belang alleszins vereischt. Wij stellen nochtans voor, de uitgave van 100,000 frank te verschuiven, welke voorzien is voor het doen drukken van de werken der Commissie van onderzoek aangaande de schending van het volkenrecht van het oorlogsrecht en van de oorlogsgebruiken (art. 5). Aan die uitgave is geen onmiddellijk nut verbonden.

Hier volgen eenige woorden uitleg aangaande de bedoelde artikelen.

ART. 6, 7, 8, 9, 11. — Het meerendeel dier credieten zijn het gevolg van de diepgaande hervormingen, welke het Departement van Justitie thans invoert in het strafwezen, in de kinderbescherming — toepassing der wet van 1912 — en in het werk dat men wil tot stand brengen op gebied van criminologie.

Laten wij slechts van kinderbescherming spreken : de dienst voor Kinderbescherming tracht het paviljoenstelsel in te voeren, namelijk voor elke groep kinderen (ten hoogste 20 kinderen) een afzonderlijk paviljoen. Nauwkeurige regelen moeten in acht genomen worden, met het oog op de schifting der kinderen volgens hun betrekkelijke zedelijkheid en op het toe- vertrouwen van elke groep aan een bijzonder bevoegd personeel.

Aldus opgevat, met de rangschikking per categorie, vormt de inrichting een geheel, verdeeld over de verschillende bestaande scholen.

Daar de bestaande weldadigheidsscholen ieder hun eigen bestemming

hebben, dient hun aantal te worden vermeerderd, ten einde te kunnen voorzien in de behoeften.

Op deze vermeerdering nu steunt de aanvraag van een crediet van 2,500,000 frank.

Op een ander gebied, is een crediet van 1 miljoen noodig tot het oprichten van een psychiatrisch bijgebouw in de gevangenis te Sint-Gillis.

Art. 8 en 9. — De sommen van 350,000 en 500,000 frank, uitgetrokken op die artikelen, zijn onmiddellijk noodig. De eerste voor de voltooiing van het paviljoen voor misdadige krankzinnigen in het Staatsgesticht te Doornik, alsmede voor het aankopen van gronden, waarvan sommige reeds aanleiding gegeven hebben tot een onteigeningsvonnis. De tweede som moet dienen om aan de Staatskas het bedrag terug te betalen, door het Departement van Financiën voorgeschieden tot het inrichten van de Krankzinnigen-Kolonie te Reckheim.

Het oprichten van die kolonie, waar onschadelijke krankzinnigen in open lucht arbeiden, half in vrijheid, is een noodzakelijkheid om een einde te kunnen maken aan de opsluiting van die ongelukkigen in de kelderingen van het Gesticht te Doornik, waar hun beternis door dat strenge stelsel tegengewerkt wordt.

De Commissie stelt voor, de amendementen tot verhooging van de credieten der artikelen 8, 9^{bis} (nieuw), 9^{ter} (nieuw) en 9^{quater} (nieuw) te verwerpen. Het geldt hier sommen, uitgegeven vóór 1 Januari 1921, welke betrekking hebben op vroegere jaren.

Wij zijn van oordeel, dat de begrooting voor 1921 niet moet dienen tot aanzuivering van vroeger uitgegeven sommen noch, over 't algemeen, van credietoverschrijdingen.

De betrokken Departementen moeten aan de Kamers bijcredieten aanvragen op de begrootingen van de jaren, gedurende dewelke die uitgaven gedaan werden.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Art. 12. — De Commissie stelt voor, dit crediet met 600,000 frank te verminderen. Het is te veronderstellen, dat de voorziene vergoedingen niet zoo hoog zullen loopen als geraamd werd bij het opmaken den begrooting.

Art. 14. — Het Departement vraagt dat het crediet op 2,200,000 frank zou gebracht worden om den aankoop van een heerenhuis te Hamburg en van een gebouw voor ons Gezantschap te Rome te kunnen betalen.

Art. 15. — Met 96,000 frank te verminderen. De Commissie denkt dat de raming zal volstaan.

Wij stellen voor, de amendementen op de art. 13, 15 en 15^{bis} (nieuwe) te verwerpen, daar ze uitgaven betreffen, die de begrooting voor 1921 niet ten laste komen.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Art. 18. — Bestrijding der tuberculose.

Onmiddellijk na den wapenstilstand nam het Nationaal Comité de toe-

lagen aan den Nationalen Bond tegen tuberculose op zich; toen het Ministerie van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading ineens al de diensten van het Nationaal Comité overnam, ging het voort dezelfde toelage aan den Nationalen Bond tegen tuberculose te schenken, en voor het dienstjaar 1920 werd een crediet van 7,500,000 frank opgenomen in de begrooting der buitengewone uitgaven van dit Departement; doch het was heel natuurlijk, dit crediet over te brengen naar Binnenlandsche Zaken, in welks bevoegdheid het ligt, maatregelen te treffen tot bestrijding van besmettelijke ziekten. Dat geschiedde voor de begrooting 1921, doch het crediet is op de buitengewone begrooting blijven staan, hoewel het meer op zijn plaats zou zijn onder de gewone uitgaven.

Het is onmogelijk, het crediet van 8,700,000 ook maar enigszins in te krimpen. Want verre van de bestrijding der tuberculose te kunnen verminderen, dient ze te worden verscherpt, namelijk door het oprichten van dispensaria en van nieuwe sanatoria.

Bij de bestrijding van deze vreeselijke ziekte moet men er zich niet bij bepalen, die verplegingsinrichtingen uit te breiden. Vooral het bouwen van talrijke goedkope woningen is het eenige middel om de besmetting te voorkomen en de werkmanswijken volkomen gezond te maken. In Engeland gaf die politiek aanleiding tot eene ontzaglijke vermindering der sterfte veroorzaakt door tuberculose.

Dit crediet wordt onderverdeeld als volgt :

1. Toelagen aan de inrichtingen tot bestrijding der tuberculose : 7 miljoen 500,000 frank.

De in 1920 aan den Belgischen Nationalen Bond tegen Tuberculose, door het Departement van Arbeid en Nijverheid verleende toelagen hebben 5,720,000 frank bedragen.

Vanaf het begin van het loopende dienstjaar verleent dit Departement een maandelijksche toelage van 560,000 frank.

Het overschot van het crediet zal besteed worden aan andere werken tot bestrijding der tuberculose en tot aanmoediging van de propagande.

2. Uitgaven betreffende het inrichten van laboratoria.

Thans staan onder het beheer van het Departement de twee sanatoria van Job en van Chanay in Frankrijk, alsmede het sanatorium toegevoegd aan het Sint-Idesbaldusgasthuis te Houthem. Voor het oogenblik zijn werken aan den gang om dit laatste sanatorium te verbeteren en uit te breiden en om aldaar een afdeeling voor chirurgicale tuberculoselijders in te richten.

ART. 19. — Dit artikel beoogt een dubbel doel :

1° Bestrijding van geslachtsziekten

De Regeering heeft krachtadig den strijd aangeboden tegen de geslachtsziekten; de kwaal is zoo erg, dat verschillende jaren lang een stelselmatige en onafgebroken bestrijding noodig is.

Om een gedachte te hebben van de opofferingen welke de Staat zich getroost, zij er enkel op gewezen, dat de uitgaven in 1920 tot bestrijding der geslachtsziekten 2,200,000 frank bedragen hebben en dat de sommen, reeds aange-

schreven op artikel 19 der begrooting voor de vier eerste maanden van het lopende dienstjaar, 600,000 frank bedragen.

2. Dienst der gezondheidsinrichting in de verwoeste gewesten :

Het herstel der verwoeste streken is niet ver genoeg gevorderd opdat de Staat zijn rechtstreekschen steun voor de inrichting van gezondheids- en gasthuis-diensten van nu af aan reeds zou kunnen onthouden of verminderen.

Dit artikel wordt onderverdeeld als volgt :

a) Inrichting van den gezondheidsdienst in de verwoeste gewesten : Sint-I lesbaldus-Gasthuis, te Honthem, en Kraamvrouweninstelling waarvan het beheer overgenomen is door het Departement van Binnenlandsche Zaken, sedert Mei en Juni 1920, toen het Amerikaansch Rood-Kruis opgeruimd werd : 600,000 frank ;

Bestrijding van geslachtsziekten : 2,200,000 frank. Dit cijfer komt overeen met dat, in 1920 besteed voor bijzondere geneesmiddelen, honoraria van de geneesheeren der aangenomen klinieken en van toelagen voor de inrichtingen tot bestrijding van geslachtsziekten.

De credieten, waarvan sprake, zijn de herhaling van die, gebracht op artikel 31 van de begrooting der buitengewone uitgaven voor 1920, behalve het crediet van 7,500,000 frank voor de tuberculose, dat overgebracht is van de Begrooting van Arbeid en Nijverheid naar die van Binnenlandsche Zaken.

De Regeering vraagt om dit crediet met 64,225 frank te verhoogen wegens uitgaven voor de dienstjaren 1919 en voorgaande ; om de reeds hooger uitcengezette redenen weigeren wij die uitgave.

Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.

Wij stellen voor, de artikelen 19^{bis} (nieuw), 19^{ter} (nieuw) en 19⁴ (nieuw) te verwerpen. Die artikelen betreffen uitgaven in 1920 en de vorige jaren.

Ministerie van Landbouw.

Wij keuren de gevraagde bijcredieten goed.

ART. 20^{bis} (nieuw). — Bouwen van een school en van een woonhuis voor den Bestuurder van het gesticht, te Osseghem. De leerlingen van het 2^{de} jaar moeten ondergebracht worden en de Bestuurder moet noodzakelijk in de inrichting zelf wonen.

ART. 21. — Bebosschen van domeingronden. De omnisbare werken wettigen de gevraagde verhooging van 100.000 frank.

ART. 20. — Staatslandbouwschool te Gent. Aankoop van gronden en geschiktmaking der lokalen, 745,000 frank.

Verleden jaar is te Melle een eigendom van 61 hectaren aangekocht om te dienen tot modelhoeve voor de Staatslandbouwschool te Gent. Een crediet van 1,400,000 frank was aangenomen ; slechts de helft daarvan kon in 1920 besteed worden. De som van 745,000 frank, voorzien bij artikel 20, is het overschot, dat de op begrooting voor dit jaar moest overgebracht worden, om de hoeve in te richten en in bedrijf te stellen : aankoop van dieren, landbouwgerief, meststoffen, enz.

De Landbouwschool te Gent werd opgericht ter uitvoering van de wet van 15 November 1919. Een volkomen uitgeruste modelhoeve is onmisbaar voor de toepassingen van het onderwijs. Liever de school heelemaal afschaffen dan haar de noodige middelen onthouden om aan haar doel te beantwoorden.

Voor het inrichten der laboratoria en gehoorzalen is het Departement met de meeste zuinigheid te werk gegaan ; het heeft er zich mede vergenoegd, de lokalen geschikt te maken, die het tegen zeer gunstige voorwaarden gehuurd had.

Ministerie van Openbare Werken.

ART. 22. — Het crediet is met 5 miljoen verminderd. De som van 55,000,000 frank zal, onzes erachtens, ontoereikend zijn. Het voorgestelde amendement is verworpen, omdat het uitgaven gold van vóór 1921.

ART. 23. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw, te Brugge. — Voltooiing.*
Voorgesteld crediet : 850,000 frank.

Eene som van 100,000 frank moet behouden worden voor beeldhouw- en andere werken van den Noordervleugel, waarvoor reeds verbintenissen zijn aangegaan.

Voor den hovenbouw van den Noordervleugel zou de aanneming tegelijk de dienstjaren 1920 en 1921 betreffen, moest het Rekenhof — wat niet uitgesloten is — het Departement niet volgen in zijn beslissing om deze werken te beschouwen als een aanneming tegen een eens voor al bepaalde som.

In dergelijk geval diende eene som van 750,000 frank te worden voorbehouden voor het loopende dienstjaar, aangezien de aanneming dan zou geschieden op prijsboderel en de uitgave in dit geval ten laste van dit dienstjaar zou komen.

Wat de andere voltooiingswerken aan den Noordervleugel en aan den Zuidervleugel betreft, alsook het bouwen van het nieuw hotel voor den Gouverneur, niets belet die werken uit te stellen.

ART. 24. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw van Brabant — Verbetering en uitbreiding der provinciale inrichtingen, kant Lombardstraat.*

Eene som van 50,000 frank moet gehandhaafd worden om de verbintenissen na te komen. Van de overige werken kan, voor dit jaar, afgezien worden.

Het amendement is verworpen. Het had ten doel, sommige in 1920 gedane uitgaven te betalen.

ART. 25. — *Staatsgebouwen. — Brandgevaar. — Commissiekosten.*

Er dient rekening te worden gehouden met de volstrekte noodzakelijkheid der werken. Bij gebrek aan de noodige maatregelen tot bescherming der gebouwen tegen brandgevaar, stelt men zich bloot aan rampen, die uiterst duur kunnen te staan komen.

Evenwel kan het crediet van 500,000 op 250,000 frank gebracht worden

door die werken te rangschikken volgens hun dringendheid, en met het oog op besnoeiing der begrooting.

ART. 26. — *Jubelpaleis. — Koninklijke musea voor Versier- en Nijverheidskunst.*

Eene som van 220,000 frank is noodig om de aangeane verbintenissen na te komen.

Het overschietende crediet kan wegvallen, ingeval de werken, waarvan sprake in het amendement, uitgesteld worden.

Het geldt hier inderdaad uitgaven voor de inrichting van het Museum van het Leger. Dat werk is niet van dringenden aard.

ART. 27. — *Kunstberg. — Vergrooting en vrijmaking van de Koninklijke Musea voor Schilder- en Beeldhouwkunst.*

Dit crediet moet blijven, want het Departement heeft reeds verbintenissen aangegaan.

Het amendement betreft uitgaven van vroegere jaren. Verworpen.

ART. 28. — *Geschiedmaking van de pleintjes vóór en achter het Natiepaleis; hek, enz. Crediet: 1,400,000 frank.*

De werken zijn voltooid.

ART. 29. — *Justitiepaleis te Gent. Geschiedmaking en verandering. Aangevraagd crediet: 150,000 frank.*

Het aangevraagd crediet zal dit jaar kunnen wegvallen.

ART. 30. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw te Antwerpen. Vergrooting.*

De werken kunnen uitgesteld worden, doch een som van 25,000 frank dient te worden behouden om een verbintenis na te komen.

ART. 31. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw, te Hasselt.*

De werken kunnen uitgesteld worden tot later. Het aangevraagd crediet voor 1921 kan dus wegvallen.

ART. 32. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw, te Aarlen. Gedeeltelijk herbouwen, vergrooten en verbeteren.*

De Gouverneur dringt aan op de uitvoering der werken, en deze kunnen niet langer uitgesteld worden. Het komt er namelijk op aan, een belangrijk deel van het gebouw, dat afgebrand werd en dat het Provinciaal Gouvernement sedert den wapenstilstand miste, te herbouwen. Maar een nieuw ontwerp, opgemaakt met het doel de uitgave tot het strikt minimum te beperken, laat toe het crediet van 500,000 op 350,000 frank te brengen.

ART. 33. — *Provinciaal Gouvernementsgebouw, te Gent. Vergrooting.*

ART. 34. — *Paleis der Prins-Bisschoppen, te Luik.*

Beide credieten kunnen wegvallen. De voorziene vergrootingswerken zullen eerst in 1922 aangevangen worden.

ART. 35. — *Gendarmeriekazernen, enz.*

Wegens het reeds gevorderde jaargetijde zal de dienst de ontwerpen niet kunnen leveren voor het bouwen van kazernen voor de vijf mobiele machten te Gent, Bergen, Antwerpen, Namen en Luik. Men zal zich bijgevolg kunnen beperken tot het aan den gang zetten der werken voor het bouwen van de kazernen der mobiele macht te Gent en te Bergen, en tot het aankopen van de gronden voor de overige.

Het amendement is verworpen. Uitgaven van vóór 1921.

ART. 36. — *Kanalen, rivieren, enz.*

De som van 30,000,000 frank zal noodig zijn om de uitgaven te dekken voor de aan den gang zijnde werken, die reeds vóór den oorlog waren goedgekeurd, en ook voor de uitgaven veroorzaakt door nieuwe werken die volstrekt noodzakelijk zijn, o. a. de indijking der Maas in den omtrek van Seraing, de uitbreiding der Antwerpsche haveninrichtingen, de hervatting der verbeteringswerken aan het kanaal Charleroi Brussel, reeds vóór den oorlog aanbesteed, enz.

Het amendement wordt niet aangenomen. Het crediet van 140,000 frank is bestemd om de uitgaven in de jaren 1920 en vorige te dekken.

ART. 37. — *Havens en kusten, enz.*

De som van 10,000,000 frank, ingeschreven bij dit artikel, is noodig tot het betalen der eerste uitgaven voor het *aanleggen eener visschershaven, te Oostende*, tot het bouwen van havenhoofden, strekdammen en bekleedingen tot verdediging der bedreigde duinen. Het schijnt dus onmogelijk, het aangevraagde crediet in te krimpen.

ART. 39. — *Bouwen van het Kunstpaleis, te Brussel.*

Dat crediet zou op 750,000 frank kunnen gebracht worden.

ART. 40. — *Brabantsche vaarten, enz.*

De onteigeningen, waartoe machtiging verleend is bij artikel 14 van titel 1 der wet van 16 Augustus 1920, houdende de algemeene begroting der ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1920, worden ijverig voortgezet en de som, voorzien op het begrootingsontwerp, is reeds grooten deels besteed.

ART. 41 tot 56. — *Werken ontworpen tot bestrijding der werkloosheid, ten gevolge van de nijverheidscrisis.*

De sommen, ingeschreven op de artikelen 41 tot 56, zijn noodig voor het beta-

len der ontworpen werken tot bestrijding der werkloosheid ten gevolge van de nijverheids crisis. Zij moeten gehandhaafd worden; door ze te doen wegvallen, zou men trouwens een nieuwen last doen wegen op de Natie, als werklozensteun.

Overigens zijn voor sommige credieten reeds een goed deel verbintenissen aangedaan.

Evenwel zouden de artikelen 48, 49, 51 en 52 onderscheidenlijk op 30,000, 500,000, 1 miljoen en 1 miljoen frank kunnen verminderd worden.

ART. 57. — Indijking van den Dender.

Dit crediet kan wegvallen.

ART. 40^{ter} (nieuw). — Verworpen. Vroegere uitgaven.

ART. 40^b en 40^t (nieuw). — Die uitgaven schijnen niet van volstrekt dringenden aard.

Ministerie van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading.

De buitengewone uitgaven der Bevoorrading zijn uit de begrooting geschrapt en ingeschreven op een bijzondere begrooting met de gewone uitgaven van dit Staatsbedrijf.

De voor Arbeid en Nijverheid aangevraagde credieten betreffen steun en bijstandswerken. Nu meer dan ooit is het onmogelijk, er ook maar het minste van af te nemen.

Ministerie van Spoorwegen, Zeezezen, Posterijen en Telegrafen.

Deze uitgaven zijn gebracht op de bijzondere begrooting voor het Staatsbedrijf.

Ministerie van Landsverdediging.

Deze begrooting bedraagt, voor de buitengewone uitgaven, de ontzaglijke som van 353,829,040 frank. Uwe Commissie heeft daar merkelijke besnoeiingen aan toegebracht. Sommige leden waren zelfs van oordeel, dat nog veel meer diende gesnood; dergelijke uitgaven komen hun, op dit oogenblik, voor als heelemaal buiten verhouding tot de betaalkracht van het Land. Er dient evenwel te worden opgemerkt, dat de toelage aan het Strijdersfonds 150,000,000 van de voorziene som bedraagt, de Hulp tot Herstel der Haardstede 15,150,000 frank, en de dienst der militaire begraafplaatsen 6,200,000 frank, wat feitelijk de uitgaven voor Landsverdediging op 182,479,040 frank terugbrengt.

Vele van de aangevraagde credieten zijn bestemd voor nieuwe bewapeningen of vergrootingen, voor het inrichten van nieuwe kampen en voor andere uitgaven van denzelfden aard.

De Commissie had gewenscht dat de Minister van Landsverdediging het volstrekke nut der credieten zou bewijzen door een uiteenzetting van 's Lands verdedigingsstelsel. Wij verhopende dat hij het zal doen bij het behandelen der begrooting, ten einde aan de Kamer de noodige inlichtingen te verstrekken.

ART. 76. — Inrichting van kazernen in Oost-Vlaanderen, namelijk te Gent en te Audenaarde. Dit crediet wordt gebracht op 1,500,000 frank, welke som volstrekt noodzakelijk is, inzonderheid voor het oprichten, te Gent, van een kazerne voor het Vervoerkorps der 1^{ste} L. A. Dit korps heeft zich onder den oorlog uitgebreid en is sedert den wapenstilstand ondergebracht in barakken en gehuurde gebouwen, welke niet voort kunnen gebruikt worden. Geen andere kazerne te Gent zal voor dat korps vrij komen, zelfs niet bij de ontwerpen herinrichting van het leger op vredesvoet.

ART. 77. — Vergrooting en inrichting van kazernen in West-Vlaanderen, namelijk te Brugge, Oostende en Houthulst. Dit crediet wordt op 1,000,000 frank gebracht, welke som noodig is, o. m., voor het maken eener rijbaan te Brugge, waar de bereden troepen talrijker geworden zijn, en voor de voltooiing van de infanteriekazerne te Oostende, die sinds 1914 onvoltooid gebleven is.

ART. 78. — Vergrooting van de kazernen in de provincie Antwerpen, namelijk te Lier en te Mechelen. Crediet op 500,000 frank teruggebracht. Deze som is onontbeerlijk, o. m. voor het maken eener rijbaan en voor verschillende werken te Lier, waar sedert den wapenstilstand bereden troepen ingekwartierd zijn.

ART. 79. — Geschiktmaken van een kazerne voor de matrozen en torpedisten. Bij wijze van amendement is dit artikel tot 900,000 frank verhoogd. De verhooging met 400,000 frank is gewettigd door de onmogelijkheid, waarin men zich in 1920 bevond, om zekere uitgaven te besteden, welke hadden kunnen gebracht worden ten laste van het crediet van 1,000,000 frank, voorzien onder de buitengewone uitgaven van 1920, van welk crediet 900,000 frank overgebleven is.

ART. 80. — Verschillende bouwwerken, wegens de nieuwe inrichting in de provincie Limburg, en namelijk bouwen van een artilleriekazerne te Hasselt en vergrooting der cavaleriekazerne te Sint-Truiden. Crediet op 1,000,000 frank verminderd. Deze som is volstrekt noodig, inzonderheid tot vergrooting der kazerne te Sint-Truiden, waar moet ingekwartierd worden een geheel cavalerieregiment dat sedert den wapenstilstand voorgoed zijn garnizoen heeft aldaar. Een groot deel van het regiment woont thans in barakken of gehuurde gebouwen, welke niet verder kunnen gebruikt worden.

ART. 81. — Verschillende bouwwerken wegens de nieuwe inrichting in de provincie Luik, namelijk te Luik en te Verviers. Crediet teruggebracht op 1,000,000 frank, als onmisbaar vooral voor het oprichten der kazernen voor het vervoerkorps der 3^{de} L. A. (zelfde redenen als voor art. 76).

ART. 82. — Groote geschiktmakingswerken aan de pupillenscholen. Crediet teruggebracht op 1,500,000 frank, welke som volstrekt noodzakelijk is wegens de uitbreiding der pupillenscholen, namelijk te Bouillon, Namen, Marnette (Hoei) en Saffraenberg (St-Truiden). Een aanzienlijk deel van het crediet is bestemd voor het inrichten der centrale verwarming in de twee eerstgenoemde scholen.

ART. 83. — Vergrooting en bouwen van nieuwe kazernen te Aarlen. Dit crediet is teruggebracht op 500,000 frank, welke som noodig is om de infanteriekazerne te Aarlen te vergrooten, dewelke nu moet dienen voor een geheel regiment, terwijl er vóór den oorlog slechts twee bataljons in lagen.

ART. 84. — Inrichting van kazernen in de provincie Namen en namelijk voor de genie en de cavalerie, te Namen. Crediet teruggebracht op 500,000 frank. Het behouden crediet is vooral bestemd voor het vervoerkorps der 4^{de} L. A. (zie art. 76 en 81).

ART. 85. — Vergrooting en bouwen van nieuwe kazernen in de provincie Henegouw en namelijk te Doornijk, Bergen en Charleroi; aanleg eener waterleiding te Casteau. Crediet teruggebracht op 400,000 frank. Deze som is noodig om het gebruik der barakken te kunnen verminderen, waarin de troepen noodzakelijk moeten ondergebracht worden.

ART. 87. — Bouwen van waschhuizen en keukens in het kamp van Beverloo. Het crediet kan tot 1,000,000 verminderd worden.

ART. 92. — Bouwen van kazernen op gronden, te leveren door de steden, waarmede overeenkomsten gesloten zijn of waarmede onderhandeld wordt: St-Niklaas, Aalst, Zinik, Ath, Spa, Leuven (gedeeltelijke aannemingen). Dit crediet is teruggebracht op 2,000,000 frank, som noodzakelijk om de cavaleriekazerne te Spa te bouwen, welke gewettigd is uit strategisch oogpunt. Thans zijn de troepen aldaar ondergebracht in barakken en verschillende gebouwen, welke het gemeentebestuur ter beschikking van het leger stelt.

De Commissie zou willen vernemen, hoeveel die kazerne in 't geheel zal kosten.

ART. 93. — Bouwen en geschiktmaken van depots en divisieparken, alsmede van bijdepots en bijparken, namelijk in de streek van Gent, Luik, Namen, Bergen en Brussel, 7 miljoen.

Dit crediet moet volstrekt behouden worden om de mobilisatie mogelijk te maken en het legermaterieel in goeden staat te bewaren. Sedert den oorlog is de hoeveelheid aldus te bergen buit, wapenen, wagons, enz., aanzienlijk toegenomen. Het amendement is verworpen, omdat het betalen geldt van werken, uitgevoerd boven de credieten van 1920.

ART. 95. — Het crediet kan op 1 miljoen teruggebracht worden.

ART. 98. — Aankoop, geschiktmaken of oprichten van gebouwen voor bureelen en garnizoenmess, met inbegrip van groote meubelen en materieel, fr. 100,000.

Te behouden crediet: noodig vooral tot het inrichten of de verbetering van verschillende garnizoenmess, o. a. te Sint-Niklaas, Doornik, Mechelen en Antwerpen.

ART. 99. — Aankopen van grond voor het instandhouden en gebruik van Duitsche verdedigingswerken, werken tot onderhoud, gebruik en bewaring daarvan. Crediet op 1,000,000 frank gebracht. Onder de door den vijand gebouwde werken (betononderstanden) zijn er veel, die kunnen dienen tot 's Lands verdediging; het is dus noodig die in stand te houden en bijgevolg de gronden aan te koopen.

ART. 101. — Aankoop van gronden en oprichten van gebouwen voor een nieuw artilleriekamp en een nieuw infanteriekamp. Crediet gebracht op 500,000 frank. Die som moet op de begrooting blijven wegens de noodzakelijkheid van een nieuw kamp, zoo belangrijk als dat van Beverloo, met het oog op de vermindering van den dienstdtijd.

ART. 107. — Crediet verminderd tot 250,000 frank.

ART. 107^{bis}. — Verworpen. Overschrijding van een crediet van 1920.

ART. 111 en 112. — Vervallen.

ART. 119. — Het crediet kan op 20,000 frank gebracht worden. Geen nieuwe gebouwen in 't vooruitzicht.

ART. 126. — Aanleggen van opslagplaatsen voor munitie in de basissen. Volstrekt noodzakelijke uitgave. Er heerscht gebrek aan lokalen voor den munitievoorraad; sedert den wapenstilstand zijn zekere munities in open lucht opgeslagen, zoodat men er dit jaar een zekere hoeveelheid buiten gebruik stellen moest en een groot deel moet herstellen, waarvoor onkosten aan arbeidsloon en grondstof.

Anderdeels, voor de lokalen waar munitie is opgeslagen, wordt geen rekening gehouden met de veiligheid; daaraan dient zoo spoedig mogelijk een einde te komen.

Vóór den oorlog hadden wij slechts een onbeduidenden voorraad, vergeleken met hetgeen wij nu bezitten; dit is het gevolg van het grooter aantal vuurmonden en van den veel grooteren voorraad voor elken vuurmond dan in 1914. Onder de tegenwoordige omstandigheden is het herstellen van sommige munities stopgezet, bij gemis aan lokalen om ze na herstelling te bergen. Voor zekere vuurmonden is de voorraad beneden het vereischte minimum, bij gebrek aan bergplaatsen.

De Commissie stelt evenwel voor, het crediet op 5 miljoen terug te brengen.

De Minister dient echter een amendement in, tot verhooging van het crediet met 2,600,000 frank om het oprichten van een munitieopslagplaats in het Houthulster bosch te kunnen voortzetten.

ART. 129. — Verdubbeling der lijn Anor-Chimay-Mariembourg (aankoop van grond en herstellen der spoorbedding), 500,000 frank. Dit crediet kan niet wegvallen, omdat het hier de uitvoering van eene overeenkomst met Frankrijk geldt.

ART. 132. — Aanleggen van perrons : 1,034,000 frank. Het aangevraagde crediet is van zeer dringenden aard en van het hoogste belang voor de mobilisatie van het leger.

ART. 137. — Bouwen van kazernen voor de troepen der vliegpleinen te Releghem, Bisseghem en Nijvel; aankoop of voorloopig huren van gronden voor vliegpleinen; geschiktmaken van de landingspleinen; gebouwen voor technische inrichtingen : 8,400,000 frank. Dit crediet is onmisbaar voor het inrichten van militaire vliegpleinen, die als hoogstdringend te beschouwen zijn.

ART. 138. — Gebracht op 800,000 frank door prijsvermindering.

ART. 136. — Zelfde reden, verminderd op 900,000 frank.

ART. 139. — Verminderd op 100,000 frank.

ART. 140. — Koninklijke kanongietery. Door vermindering met 8,800,000 frank wordt dit crediet op 3,380,000 frank gebracht.

ART. 141. — Vermeerderd met 2 miljoen (aankoop van maskers).

ART. 142. — Vermeerderd met 1,750,000 frank tot aanvulling van de infanteriebewapening — niet bestede uitgave van 1920.

ART. 143. — Werkhuizen. Een vermindering brengt dit crediet op 9 miljoen.

ART. 145. — Signaaltroepenkorps (telegraphisten, zoeklichten en draadloze telegraaf). Door vermindering op 4,000,000 frank gebracht.

ART. 146. — Spoorwegbataljon. Op 400,000 frank verminderd.

ART. 148. — Militaire luchtvaart, 7,000,000 frank. De aanvulling en de herstelling van de militaire luchtvaart moeten als hoogst dringend beschouwd worden.

ART. 149. — Wedden en vergoedingen van het tijdelijk burgerpersoneel (Hoofdbestuur) : 4,394,500 frank. Geen vermindering mogelijk op dit crediet, daar het ternauwernood aan de behoeften voldoet. De noodwendigheden van den dienst vereischen de aanwezigheid van tijdelijk beambten, die slechts geleidelijk zullen kunnen gemist worden, naarmate de oorlogsachterstand vereffend wordt. Amendement verworpen : uitgaven van 1920.

ART. 151, 151^{bis}, 153, 157 en 157^{bis}. — Zelfde beslissing om dezelfde reden.

ART. 152. — Evenals verleden jaar, komen die wedden, loonen en vergoedingen voor op de buitengewone begroting, omdat het uitgaven zijn in verband met den oorlog; zij betreffen immers het in goeden staat brengen van de bewapening, de vervoermiddelen, het paardentuig en de uitrusting van het leger.

ART. 157. — Uitgaven van de inzamelingscommissiën. Dit artikel is uit de buitengewone begroting weggelaten en naar de begroting der invorderbare uitgaven overgebracht.

ART. 160. — Het uitgetrokken crediet is bestemd om aan de gedemobiliseerden, tot herstel hunner haardstede, een veranderlijke toelage uit te keeren, waarvan het bedrag, naar luid der wet van 25 Augustus 1920 (art. 6), zal afgetrokken worden van de begiftiging ten laste van het Strijdersfonds, waarvan sprake in artikel 162.

Wegens Herstel der Haardstede bekomen 109,271 belanghebbenden een totale vergoeding van 74,333,018 frank — hetzij gemiddeld ongeveer 685 frank per hoofd. Deze uitgave wordt gedekt door :

1) Het crediet, verleend bij artikel 249 der Buitengewone Begrooting voor 1920	fr. 50.000,000
2) Het crediet, ingeschreven bij artikel 160 van het ontwerp van buitengewone begrooting van 1921	15,000,000
3) Een amendement dat zal ingediend worden bij genoemd artikel 160 (overdracht van art. 162)	9,400,000
	74.400.000

ART. 161. — Vermindering van 3,000,000 frank. Het overschietend crediet zal volstaan voor de uitkeeringen van dit jaar.

ART. 162. — Het crediet met 150,000,000, ingeschreven op dit artikel, is op 140,600,000 frank teruggebracht.

Het moet dienen tot betaling der begiftiging, voorzien bij de wet van 25 Augustus 1920.

Er zijn 563,000 gedemobiliseerden; de begiftiging bedraagt gemiddeld boven de 2,000 frank; er dient dus een totale uitgave te worden voorzien van 700 tot 800 mil-lioen frank (behalve de af te trekken sommen bij toepassing van artikel 6 der wet). Voor 1921 zal men er zich toe bepalen, aan elken belanghebbende ongeveer 1/5 uit te keeren. De meest behoeftigen kunnen echter tot 80 t. h. bekomen; de minder behoeftigen zullen daarentegen verzocht worden die uitkeering te verschuiven.

Het aangevraagde crediet houdt rekening met die verschillende factoren.

Artikel 160 daarentegen wordt verhoogd met 9,400,000 frank, bedrag van de vermindering bij artikel 162. Het is enkel een overschrijving.

De artikelen 157 tot 162 werden in de begrooting opgenomen onder het opschrift : « Allerlei uitgaven en onvoorziene uitgaven ». De Commissie stelt voor, deze woorden te vervangen door de volgende : « Uitgaven veroorzaakt door den oorlog ».

Financiën.

ART. 163. — *Aankoop, geschiktmaken, bouwen en bemeubelen van lokalen voor den dienst der hypotheekbewaring en andere diensten van het Ministerie van Financiën.*

Sedert den wapenstilstand zijn de kantoren der groote centra aan belang toegenomen uit hoofde van het grooter aantal overeenkomsten en van de nieuwe belastingwetten. Vandaar de noodzakelijkheid, het getal kantoren te vermeerderen en ze, voor gemak van het publiek en in belang van den dienst in een en hetzelfde lokaal te groepeeren.

In verband daarmee heeft de Staat, in 1921, een perceel aangekocht te Brugge voor	fr. 54,000
en een ander te Charleroi, voor	105,000
In den loop van het jaar voorziet het den aankoop van gebouwen te Gent en te Luik, voor	400,000
Total	fr. 559,000

Daarbij dienen te worden gevoegd de kosten voor geschiktmaking.

Anderdeels, zijn aanzienlijke kosten van herstelling voorzien voor de lokalen van de hypotheekbewaring te Tongeren, Luik en Aarlen.

ART. 165. — Het amendement is verworpen, inzake de credietverhoging met 285,000 frank voor de uitgaven der jaren 1920 en vorige.

ART. 166. — *Bouwen en aankoop van huizen voor de beamten van den toldienst op de grenzen, enz.*

Aangezien het bouwen van woningen voor de tolbeambten op de grens uitgesteld is, is er geen bezwaar om het crediet op 1,500,000 terug te brengen.

ART. 168. — *Buitengewoon voorschot door het N^oederland voor koloniale uitgaven, enz.*

Het crediet van 15,000,000 frank beantwoordt aan de politiek van financiëlen steun vanwege België met het oog op de inbedrijfstelling van de kolonie.

Die politiek is op een minimum gebracht als last voor België.

De noodzakelijkheid van dien steun staat buiten twijfel.

Op twaalf jaar tijds beloopt het tekort der credieten fr. 102 miljoen voor de gewone uitgaven; dat tekort zal in de toekomst nog aangroeien, zoo aan de Schatkist geen nieuwe inkomsten verschaff worden door bevordering der economische middelen.

De begrooting der buitengewone uitgaven van het Ministerie van Financiën heeft dus op tabel XVII, art. 168, een nieuwen annuïteit van 15 miljoen ten bate van de Kolonie voorzien. Een wetsontwerp is ingediend, waarbij de Kolonie gemachtigd wordt openbare werken uit te voeren op buitengewone inkomsten.

Voor de uitvoering van dat ontwerp worden inkomsten noodig geacht ten bedrage van 650 miljoen frank.

Het ontwerp van begrooting voor de Kolonie voor 1921 bevat een buitengewone ontvangst van de jaarlijksche toelage van 15 miljoen frank en een daarmee overeenkomende uitgave.

D'zelfde storting is voorzien gedurende tien jaar.

Er zal aan de Belgische Schatkist een rekening geopend worden voor de terugvorderbare voorschotten, die ze aan de Kolonie zal toestaan.

ART. 171. — *Toelage aan de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken, om de kosten van beheer te helpen dekken.*

Uw Commissie stelt voor, dit crediet op 500,000 frank terug te brengen.

Arr. 174. — Tijdens den oorlog heeft de Proefbank voor vuurwapens, te Luik, zijn onkosten gedekt :

1° Door het batig slot van haar rekening-courant op de Bank te gebruiken, waarop voorkwam, namelijk, het overschot der ontvangsten van 1914 en de borgsom der wapenfabrikanten ;

2° De voorschotten van haren bankier om de onvermijdelijke betalingen te kunnen verrichten ;

3° Door de minder dringende schuldvorderingen onbetaald te laten, zooals : belastingen, verzekeringen, intrest van de borgsommen der wapenfabrikanten, enz.

Gedurende de jaren 1915-1918 was het maken van wapenen verboden ; er kwamen dus geen ontvangsten voor beproevingen binnen, en, voor de eerste maal sedert de oprichting der Proefbank, sloten de rekeningen met een totaal tekort van fr. 484,675.51, waarvan 160,151.66 gedelgd zijn door middel van een tegemoetkoming van dat bedrag vanwege het Departement van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading, zoodat de Proefbank met een nadeelig slot van 324,525 frank blijft zitten.

Het is dringend noodzakelijk, die inrichting van openbaar nut uit haar moeilijken toestand te helpen, toestand die het gansche gewicht van haar uitgaven doet wegen op het tegenwoordig geslacht der wapenfabrikanten, m. a. w. op die, welke rechtstreeks en persoonlijk door den inval en de bezetting getroffen zijn.

Arr. 177-178-179 (nieuw). — Verworpen door de Commise als betrekking hebbende op uitgaven van vóór 1921.

De Verslaggever,

MAX HALLET.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



(PREMIERE ANNEXE AU N° 419.)

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET.

I. — Supprimer la mention suivante figurant au début du tableau XVII.

Les imputations sur les crédits inscrits au présent tableau peuvent, en cas de besoin, être faites sans distinction d'exercice pour les dépenses engagées depuis 1919 dans la limite des crédits alloués antérieurement.

II. — Modifier le tableau comme il suit :

Articles.	Crédits proposés au budget (Tableau XVII).	Chiffres et libellés amendés par le Gouvernement (Documents parlementaires : N°s 318, 320, 380.)	Amendements proposés par la Commission.
-----------	--	---	--

Ministère de la Justice.

5	Francs. 400,000	Francs. »	A supprimer.
8	350,000	449,200	Maintenir l'article et le chiffre primitif de 350,000 francs.
9bis	»	100	A écarter.
9ter	»	10,950	A écarter.
9quater	»	300	A écarter.

Ministère des Affaires Étrangères

12	4,600,000	»	4,000,000 de francs.
13	233,400	440,000 et libellé modifié.	Maintenir le texte et le chiffre primitif de 233,400 francs.
14	900,000	2,200,000 et libellé modifié.	2,200,000 de francs.
15	796,000	1,717,479 et libellé modifié.	Écarter l'amendement et réduire le chiffre primitif à 700,000 francs.
15bis (nouveau)	»	978.884.71	A écarter.

Ministère de l'Intérieur.

19	2,800,000	2,864,225 et libellé modifié.	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 2,800,000 francs.
----	-----------	----------------------------------	---

Ministère des Sciences et des Arts.

19bis (nouveau).	»	160,000	A écarter.
19ter (nouveau).	»	600,000	A écarter.
19quater (nouveau).	»	14,697.40	A écarter.

Ministère de l'Agriculture.

20bis (nouveau).	»	500,000	500,000 francs.
21	75,000	175,000	175,000 francs.

Articles.	Crédits proposés au budget (Tableau XVII).	Chiffres et libellés amendés par le Gouvernement (Documents parlementaires : Nos 318, 320, 380.)	Amendements proposés par la Commission.
-----------	--	---	--

Ministère des Travaux publics.

	Francs.	Francs.	
22	40,000,000	(Libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et le réduire à 35,000,000 de francs.
23	2,000,000	»	850,000 francs.
24	1,000,000	1,450,000 (libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et le réduire à 50,000 francs.
25	500,000	»	250,000 francs.
26	1,000,000	1,520,000	Écarter l'amendement et réduire le chiffre primitif à 220,000 francs.
27	150,000	150,000 (libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 149,000 francs.
29	150,000	»	A supprimer.
30	1,000,000	»	25,000 francs.
31	75,000	»	A supprimer.
32	500,000	»	350,000 francs.
33	150,000	»	A supprimer.
34	150,000	»	A supprimer.
35	10,000,000	(Libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et réduire le chiffre à 5,000,000 de francs.
36	35,000,000	56,140,000 (libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et réduire le chiffre à 30,000,000 de francs.
39	2,000,000	10,000,000 (libellé modifié.)	750,000 francs.
40bis	»	1,100,000	
40 ³	»	270,000	A supprimer
40 ⁴	»	700,000	A supprimer.
40 ⁵	»	100,000	A supprimer.
48	450,000	»	30,000 francs.
49	1,000,000	»	500,000 francs.
50	5,000,000	7,000,000 (libellé modifié.)	
51	2,000,000	»	1,000,000 de francs.
52	2,000,000	»	1,000,000 de francs.
57	1,000,000	A supprimer.	A supprimer.

Articles.	Crédits proposés au budget (Tableau XVII).	Chiffres et libellés amendés par le Gouvernement (Documents parlementaires : N°s 318, 320, 380.)	Amendements proposés par la Commission.
-----------	--	---	--

Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

58 à 61 inclus	Francs. »	Francs. »	Disjoindre les articles 58 à 61 pour les comprendre dans le budget spécial du Ravitaillement (tabl. XXbis).
62bis	»	90,000,000 de francs	»

Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones.

67 à 75 inclus	»	Art. 68, 69,000,000 Art. 68bis, 450,000 Art. 71, 13,093,000 Art. 72, 21,435,500 Art. 73, 2,862,640	Disjoindre les articles 67 à 75 et les transférer au budget spécial des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes (tabl. XXter).
----------------------	---	--	---

Ministère de la Défense Nationale.

76	3,000,000	1,500,000	1,500,000 francs.
77	2,000,000	1,000,000	1,000,000 de francs.
78	1,000,000	500,000	500,000 francs.
79	500,000	900,000	900,000 »
80	2,500,000	1,500,000	1,000,000 de francs.
81	2,000,000	1,000,000	1,000,000 »
82	2,000,000	1,500,000	1,500,000 francs.
83	1,500,000	500,000	500,000 »
84	3,000,000	500,000	500,000 »
85	3,000,000	500,000	500,000 »
87	1,500,000	1,000,000	1,000,000 de francs.
92	10,000,000	2,000,000	2,000,000 de francs.
93	7,000,000	8,200,000 (libellé modifié).	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 7,000,000 francs.
94	1,000,000	(libellé modifié)	300,000 francs.
95	1,500,000	1,000,000	1,000,000 de francs.
99	2,500,000	1,000,000	1,000,000 »
101	15,000,000	5,000,000	5,000,000 »
104bis	»	600,000	
105	500,000	(libellé modifié)	
107	1,000,000	250,000	250,000 francs.
107bis	»	1,000	à supprimer.
110bis	»	188,000	
111	55,000	à supprimer	à supprimer.
112	83,000	à supprimer	à supprimer.

Articles.	Crédits proposés au budget (Tableau XVII).	Chiffres et libellés amendés par le Gouvernement (Documents parlementaires : N°s 318, 320, 330.)	Amendements proposés par la Commission.
-----------	--	---	--

Ministère de la Défense Nationale (suite).

	Francs.	Francs.	
116	»	300,000 (libellé modifié)	
119	200,000	20,000	20,000 francs.
125bis	»	3,000,000	
126	7,500,000	10,100,000	7,600,000 francs.
133	1,073,000	800,000	800,000 »
136	1,500,000	900,000	900,000 »
139	200,000	100,000	100,000 »
140	12,100,000	3,380,000	3,380,000 »
141	1,298,900	3,298,900	3,298,900 francs.
142	405,000	2,155,000	2,155,000 francs.
143	10,128,000	9,081,530	9,000,000 francs.
145	4,306,500	4,050,000	4,000,000 de francs.
146	500,000	400,000	400,000 francs.
148bis	»	185,000	
149	4,394,500	4,507,925	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 4,394,500 francs.
151	500,000	1,100,000	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 500,000 francs.
151bis	»	300,300	A supprimer.
155	4,255,000	29,949,444	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 4,255,000 francs.

*Dépenses diverses
et dépenses imprévues.*

Dépenses résultant de la guerre.

		14,000,000	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 8,000,000.
157	8,000,000		
157bis	»	1,963,928	A supprimer.
158	6,200,000	(Libellé modifié.)	
160	15,000,000	24,400,000	24,400,000 francs.
161	8,000,000	5,000,000	5,000,000 de francs.
162	150,000,000	140,600,000	140,600,000 francs.
162bis	»	630,000	630,000 francs.

Ministère des Finances.

165	500,000	785,000 (libellé modifié.)	Maintenir l'article primitif et le chiffre de 500,000 francs.
166	5,000,000	»	1,500,000 francs.
171	650,000	»	500,000 francs.
173bis	»	167,000	

Articles.	Crédits proposés au budget (Tableau XVII).	Chiffres et libellés amendés par le Gouvernement (Documents parlementaires N°s 318, 320, 380.)	Amendements proposés par la Commission.
-----------	--	---	--

Ministère des Affaires Économiques.

	Francs.	Francs.	
175	»	23,321,076	
176	»	3,000,000	
177	»	18,600	A écarter.
178	»	34,000	A écarter.
179	»	4,000	A écarter.

(2° ANNEXE AU N° 419.)

INDEMNITÉS TEMPORAIRES ET MOBILES DE VIE CHÈRE.

Proposition de la Commission du Budget :

Inscrire les crédits relatifs à ces indemnités au Budget des Dépenses
Extraordinaires, comme il suit :

Articles.	Libellé.	Articles du tableau.	Montant des crédits.	TOTAL par Ministère.
175	MINISTÈRE DE LA JUSTICE. (TABLEAU III.)			
	1. <i>Administration centrale</i>	2	240,000 »	
	2. <i>Ordre judiciaire</i> :			
	a) Cour de cassation	6	6,750 »	
	b) Cour d'appel	8	72,900 »	
	c) Tribunaux de première instance et de commerce. Police judiciaire	10	513,000 »	
	d. Justices de paix et tribunaux de police.	12	131,250 »	
	3. <i>Justice militaire</i> :			
	a) Cour militaire, Service du Secrétariat de l'audi- teur général	14	2,700 »	
	b) Conseils de guerre.	16	2,700 »	
	4. <i>Frais de justice</i> :			
	Préposés à la conduite des voitures cellulaires	20	5,400 »	
	5. <i>Publications officielles. Commissions et jurys</i> :			
	a) Personnel de la direction et des ateliers du <i>Moniteur</i>	22	221,175 »	
	b) Employés attachés à la Commission royale de publication des anciennes lois.	26	900 »	
	6. <i>Bienfaisance</i> :			
	Écoles de bienfaisance de l'État.	38	262,500 »	
	7. <i>Prisons</i> :			
	Fonctionnaires et employés	47	900,000 »	
	TOTAL. . . . fr.			<u>2,339,275 »</u>
76	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (TABLEAU IV.)			
	1. <i>Administration centrale</i>	2	337,500 »	
	2. <i>Commerce. — Émigration.</i>	24	3,600 »	
	TOTAL. . . . fr.			<u>341,100 »</u>

177

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

(TABLEAU V.)

1. Administration centrale	2	130,725 »
2. Statistique générale.	9	1,800 »
3. Affaires provinciales et communales :		
a) Gouverneurs, membres des députations permanentes et greffiers des provinces	13	16,125 »
b) Employés et gens de service.	14	502,500 »
c) Commissaires d'arrondissements et employés.	16	145,500 »
4. Service de santé et de l'hygiène :		
a) Inspection du service de santé et de l'hygiène ; inspection des pharmacies, laboratoire de bactériologie et office vaccino-gène de l'État	29	70,875 »
b) Service sanitaire des ports de mer et des frontières.	33	33,750 »
c) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyse.	38	25,500 »
d) Inspection des travaux d'hygiène	41	6,000 »
e) Œuvre nationale de l'Enfance	51	37,500 »
TOTAL. fr.		<u>970,275 »</u>

178 MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

(TABLEAU VI.)

1. Administration centrale	2	294,750 »
2. Sciences et lettres :		
a) Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.	15	7,650 »
b) Académie royale flamande de langue et de littérature	18	2,700 »
c) Observatoire royal	20	36,900 »
d) Institut météorologique	22	14,850 »
e) Bibliothèque royale	24	60,000 »
f) Musée royal d'histoire naturelle.	26	51,750 »
g) Archives générales du Royaume, à Bruxelles	28	26,250 »
h) Archives de l'État dans les provinces	30	27,750 »
i) Échanges littéraires internationaux.	32	9,375 »
3. Enseignement supérieur	36	551,475 »
4. Enseignement moyen :		
a) Inspection des établissements d'instruction moyenne, des cours de dessin, des cours d'ouvrages manuels, de l'enseignement de la gymnastique et de la musique, comptabilité des secrétaires trésoriers des établissements d'enseignement moyen de l'État	50	13,500 »
b) Athénées royaux et écoles moyennes	»	1,994,025 »
5. Enseignement normal :		
a) Inspection des écoles normales et des classes ménagères	»	300,000 »
b) Inspection diocésaine. Délégués des chefs des cultes protestant et israélite	»	31,825 »
c) Établissements normaux de l'État et sections normales d'enseignement moyen du degré inférieur	»	337,500 »
d) Musée scolaire national	»	2,475 »

6. Enseignement primaire	»	12,000,000	»
7. Beaux-Arts :			
a) Musée royal des Beaux-Arts de Belgique, Musée ancien et moderne et Musée Wiertz. Surveillance	»	55,350	»
b) Musées royaux du Cinquantenaire. Collections	»	78,750	»
c) Château de Mariemont.	»	5,100	»
d) Commission royale des Monuments et des Sites	»	6,210	»
8. Commission visée à l'article 127	»	1,575	»
TOTAL . . . fr.			<u>15,909,760</u> »

179

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

(TABLEAU VII.)

1. Administration centrale	2	112,950	»
2. Agriculture :			
a) Service des conseillers de zootechnie	13	3,600	»
b) Inspection vétérinaire.	16	21,600	»
3. Enseignement vétérinaire :			
École de médecine vétérinaire de l'État	22	41,175	»
4. Enseignement de la maréchalerie :			
École centrale pratique de maréchalerie de l'État	25	900	»
5. Enseignement agricole :			
a) Enseignement agricole	28	65,700	»
b) Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole	32	4,500	»
c) Enseignement ménager agricole ambulant	37	45,825	»
d) Service des agronomes de l'État	42	33,375	»
e) Institut international d'agriculture de Rome	47	900	»
f) Stations agronomiques et expérimentales. Laboratoires d'analyses	48	76,050	»
6. Office horticole :			
a) Jardin botanique de l'État	55	43,650	»
b) Service phytopathologique. Service des conseillers d'horticulture	60	6,300	»
7. Enseignement horticole :			
Écoles moyennes pratiques d'horticulture de l'État.	64	47,925	»
8. Eaux et forêts :			
Personnel provincial	71	600,825	»
9. Service de l'hydraulique agricole.	85	27,900	»
TOTAL . . . fr.			<u>1,133,175</u> »

180

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

(TABLEAU VIII.)

1. Administration centrale	2	187,500	»
2. Administration des Ponts et Chaussées dans les provinces :			
a) Affaires générales	9	7,200	»
b) Personnel des Ponts et Chaussées, des Bâtiments civils et du casernement de la Gendarmerie.	16	300,000	»
c) Id. id.	18	3,483,000	»
3. Agents en disponibilité.	20	18,750	»
TOTAL . . . fr.			<u>3,996,450</u> »

181 **MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE
ET DU TRAVAIL.**

(TABLEAU IX.)

1. Administration centrale	2	198 750 »
2. Enseignement industriel et professionnel	15	12 375 »
3. Travail :		
a) Inspection du travail et des établissements dan- gereux, insalubres ou incommodes	24	69 750 »
b) Service médical du travail	26	12 750 »
4. Assurance et prévoyance sociales	33	3 600 »
5. Mines :		
a) Conseil des mines	44	4 125 »
b) Corps des mines	46	63 975 »
c) Délégués ouvriers à l'inspection des mines	47	35 250 »
d) Inspection des produits explosifs	49	3 600 »
e) Service géologique	51	11 250 »
TOTAL fr.		<u>415 425 »</u>

182 **MINISTÈRE DES COLONIES
(DEPENSES METROPOLITAINES).**

(TABLEAU XI.)

1. Administration centrale	2	76 775 »
2. Musée du Congo belge à Tervueren	11	13 350 »
3. École coloniale	15	825 »
4. École de médecine tropicale	17	1 575 »
5. Jardin colonial de Laeken	19	1 950 »
TOTAL fr.		<u>94 475 »</u>

183 **MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.**

(TABLEAU XII.)

1. Administration centrale :		
a) Personnel civil	2	441 000 »
b) Direction des informations militaires. Personnel des services photographique et cinématogra- phique de l'armée	6	16 650 »
c) Institut cartographique militaire	8	150 000 »
2. Officiers et troupes	10	8 429 400 »
3. Académie militaire :		
a) École Militaire	12	96 300 »
b) École de Guerre	14	16 500 »
c) Musée royal de l'armée	17	11 250 »
4. Armement, charroi et harnachement de l'armée	19	2 974 650 »
5. Bâtiments militaires et services techniques du génie :		
a) Service des bâtiments militaires	21	656 250 »
b) Services techniques du génie	23	46 068 75
6. Nourritures des troupes, fourrages et autres presta- tions :		
a) Service du couchage	26	318 157 50
b) Habillement des troupes	27	750 000 »
7. Divers	30	72 000 »
8. Administration de l'aéronautique. Personnel civil	33	33 750 »
TOTAL fr.		<u>14 011 976 25</u>

184

CORPS DE LA GENDARMERIE.

(TABLEAU XIII.)

Indemnité de vie chère	1	1,924,200 »	1,924,200 »
----------------------------------	---	-------------	-------------

185

MINISTÈRE DES FINANCES.

(TABLEAU XIV.)

1. Administration centrale	2	566,707 50	
2. Administration de la Trésorerie et de la Dette publique dans les provinces :			
a) Agents du Trésor et agents en disponibilité	10	36,750 »	
b) Commis	11	60,000 »	
3. Administrations des contributions directes, des douanes et des accises dans les provinces :			
Services des Contributions directes et du Cadastre :			
a) Surveillance générale	12	15,000 »	
b) Conservation du Cadastre	13	750,000 »	
c) Contributions directes	14	2,625,000 »	
d) Agents en disponibilité.	16	13,500 »	
Services des Douanes et des Accises :			
a) Surveillance générale	19	15,000 »	
b) Accises, douanes et recherche maritime	20	9,000,000 »	
c) Laboratoires	21	3,480 »	
d) Agents en disponibilité.	23	13,500 »	
4. Administration de l'enregistrement et des domaines dans les provinces :			
a) Personnel de l'enregistrement et du timbre	28	315,000 »	
b) Personnel du domaine	30	66,600 »	
c) Remises des receveurs. — Frais de perception	31	270,000 »	
TOTAL fr.			13,750,537 50

186 **MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.**

(TABLEAU XV.)

1. Administration centrale	2	109,500 »	
2. Inspection de l'Industrie	9	8,175 »	
3. Poids et mesures	12	37,500 »	155,175 »
TOTAL GÉNÉRAL fr.			55,061,823 75

(3^e ANNEXE AU N^o 419).

Tableau XVII. — Dépenses extraordinaires.

AMENDEMENT.

ART. 62^{bis}. — Le Ministre de l'Industrie et du Travail a déposé un amendement pour demander un crédit de 90 millions comme subvention au Fonds national de crise à l'effet d'assurer le service des allocations conformément aux arrêtés royaux des 30 et 31 décembre 1920 et 7 mars 1921.

Les motifs indiqués à l'appui de cette demande de crédit se justifient pleinement quelle que soit son importance et les renseignements les plus précis sont donnés par le Gouvernement quant à la gestion du Fonds. Il paraît impossible dans la situation actuelle de ne pas inscrire au budget la somme demandée.

La majorité de la Commission a toutefois émis les considérations suivantes :

1^o A raison de la forte production tout à fait momentanée, il a été fait en 1919 un appel considérable à la main-d'œuvre et beaucoup de travailleurs des campagnes sont venus s'enrôler dans les rangs industriels.

La production de 1919 ne reviendra plus de longtemps. Le continuation de l'indemnité de crise ne va-t-elle pas empêcher le retour aux champs de cette quantité d'ouvriers qui pendant de longues années, ne trouveront certainement plus à s'employer dans l'industrie ?

2^o Il serait utile que le contrôle soit renforcé. Le fait de payer le chômage quand un ouvrier ne travaille que quatre jours par semaine, amène des fraudes nombreuses, commises souvent par un accord des ouvriers et des patrons. On s'arrange pour produire un travail intensif pendant les quatre journées de travail de façon à continuer à participer au fonds de crise.

3^o N'y a-t-il pas lieu de craindre que le fait de payer les indemnités fixées par arrêté royal ne produise comme résultat un maintien artificiel des salaires ?

4^o Enfin la majorité de la Commission voudrait voir supprimer la condition exigée de faire partie d'un syndicat pour pouvoir participer au fond de crise. Elle voit là une atteinte à la liberté du travail.

Pendant la guerre, les indemnités étaient payées à tous les ouvriers, qu'ils fussent syndiqués ou non. Ne pourrait-on reprendre la même formule ?